

Unité bidépartementale Eure Orne
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAISONS DU MONDE FRANCE

RTE D INGREMARE
ZAC ECOPARC 3
27400 Heudebouville

Références : 98/2024/UBDEO/ERA/DB
Code AIOT : 0003901430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement MAISONS DU MONDE FRANCE implanté RTE D INGREMARE ZAC ECOPARC 3 27400 Heudebouville. L'inspection a été annoncée le 28/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au cours de la visite d'inspection du 6 juillet 2023, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect de prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2020. Une mise en demeure a été prononcée en date du 8 septembre 2023. L'objectif de la visite du 12 mars 2024 est de contrôler les dispositions prises par l'exploitant pour respecter la mise en demeure et les faits susceptibles de suite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISONS DU MONDE FRANCE
- RTE D INGREMARE ZAC ECOPARC 3 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0003901430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Maisons du Monde France exploite un entrepôt logistique principalement composé de 14 cellules de stockage dont 11 automatisées, de deux zones de préparation de commandes, d'un local de charge, de locaux techniques, de bureaux et locaux sociaux. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumise à « autorisation » au titre de la rubrique 1510 (stockage de produits combustibles sous entrepôt couvert) et à « déclaration » au titre des rubriques 2910 (combustion) et 2925 (atelier de charge de batteries). Les installations sont également classées au titre de la loi sur l'eau (IOTA) au niveau « autorisation » et « déclaration » pour les rubriques 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales) et 3.2.3.0 (plans d'eaux). L'établissement dispose d'une dérogation espèces protégées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	7 jours
4	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
8	Mesures de compensatio	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Mise en demeure, respect de	7 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	n	article 10.5	prescription	prescription	
9	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
10	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
11	Documents de suivis et de bilans	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Susceptible de suites	Sans objet
3	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
12	Comité de suivi	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a régularisé des écarts. Ils sont détaillés ci-après. Ils concernent notamment la mise en conformité du plan de défense incendie, la réduction de la pression des poteaux incendie, l'accessibilité aux vannes des rideaux d'eau, la disponibilité de la clé permettant d'ouvrir les rideaux d'eau, la constitution d'un état des stocks synthétique et opérationnel, le levée d'une non-conformité et la traçabilité des opérations de vérification hebdomadaire du système sprinklage ou encore l'organisation d'un comité de suivi "espèces protégées".

Suite à la visite d'inspection du 6 juillet 2023, des travaux ont été engagés, d'autres sont en cours et

des écarts subsistent. C'est la raison pour laquelle l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 ne peut être totalement levé. Les écarts sont détaillés dans les fiches de constat figurant ci-après. Ils concernent notamment la mise à disposition de documents opérationnels aux services d'incendie et de secours au niveau du poste de garde, la mise en conformité de robinets d'incendie armés (RIA), la mise en conformité au regard de la réglementation ATEX (ATmosphère EXplosive), la mise à disposition de documents à l'organisme en charge de la vérification des installations électriques, la détection gaz de la chaufferie, la contractualisation des prélèvements environnementaux ou encore des mesures de compensation, d'accompagnement et de suivi relevant du domaine de la protection de la biodiversité, dont le bilan et les mesures correctives seront disponibles à partir d'octobre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté et communiqué l'état des stocks renforcé en date du 12 mars 2023 établi</p>

<p>depuis les informations du logiciel "Infolog". Cet état est synthétique (voir Annexe 1 > photo n°2). L'inventaire des stocks est accompagné d'un plan général des stockages. Il contient une répartition des tonnages de matières combustibles par cellule et classé par rubrique ICPE. L'exploitant informe du fait qu'il ne stocke pas de matière dangereuse et que l'état des stocks renforcé est mis à jour une fois par semaine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état synthétique des stocks (voir le point de contrôle n°1). L'exploitant a communiqué la version 2 avril 2023 du plan de défense incendie et présenté la version 5 du 26 mai 2023 (voir le point de contrôle n°6). L'exploitant a indiqué que ce plan est en cours de mise à jour afin notamment d'intégrer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, et que, pour cette raison, le poste de garde en charge de l'accueil des services d'incendie de secours, n'en disposait pas, le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées prend acte de l'amélioration du plan de défense incendie, de l'état des matières stockées et des travaux en cours visant à intégrer les prélèvements environnementaux. Indépendamment des actions en cours, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de rendre les informations pratiques et opérationnelles, dont l'état des matières stockées, immédiatement et à tout instant accessibles au niveau du poste de garde en charge de l'accueil des services d'incendie de secours, ce pour gagner du temps en situation de crise.</p> <p>-> L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de maintenir le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : "rendre les</p>

informations pratiques et opérationnelles, dont l'état des matières stockées, accessibles au niveau du poste de garde en charge de l'accueil des services d'incendie de secours, ce pour gagner du temps en situation de crise", mais ne propose pas de sanction administrative au regard des actions correctives réalisées et en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour rendre les informations pratiques et opérationnelles, dont l'état des matières stockées, immédiatement et à tout moment accessibles au niveau du poste de garde en charge de l'accueil des services d'incendie de secours, ce pour gagner du temps en situation de crise.

Des éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de 7 jours maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective demandée n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une sanction administrative supplémentaire sera proposée à l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7jours

N° 3 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement

lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

L'exploitant a communiqué le document "Mode opératoire - contrôle et mise en service de la vanne martellière" version du 1er septembre 2023. L'exploitant a communiqué le plan de défense incendie mis à jour en date du 2 avril 2023 (voir le point de contrôle n°6). Le chapitre portant sur la vanne incendie a été modifié et détaillé en réponse à la visite d'inspection du 6 juillet 2023. La localisation de la vanne est définie. Les consignes sont placées à côté de la vanne et au poste de garde. La commande de la vanne martellière se situe au niveau du local TGBT. L'indicateur vanne ouverte/fermée est explicité. Un exercice de lutte incendie est planifié le 27 mars 2024 (voir le point de contrôle n°5 et l'annexe 1 > photo n°1).

L'inspection des installations classées prend acte que la situation est régularisée. La prescription ayant été respectée, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de lever le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 :

"améliorer et tester l'organisation portant sur l'exploitation de la vanne de coupure en cas d'incendie :

- détailler le chapitre du plan de défense incendie portant sur la vanne incendie : son rôle, sa localisation, mode auto ou manuel, asservissement à la centrale incendie et à l'alarme du sprinklage, comment l'actionner, accès aux clés du local TGBT (Tableau Général Basse Tension), accès aux clés du portillon, indicateur vanne ouverte/fermée...,***
- former les utilisateurs,***
- tester les connaissances et l'organisation au cours d'un exercice de lutte incendie,***
- définir les consignes portant sur l'entretien et la mise en fonctionnement,***
- tracer les opérations de vérification et d'entretien dans le registre de sécurité".***

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection du 6 juillet 2023, l'exploitant a communiqué le rapport de vérification des installations électriques (rapport Apave n°2114819-001-2 du 17 mai 2023), le document Q18 associé et le rapport de vérification de la mise en œuvre de la réglementation ATEX (rapport Bureau Veritas CB404/ATEX/18746310 du 21 avril 2023).</p> <p>Le document Q18 fait état des réserves suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel (observation n°19), • le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'a pas été présenté, • une vérification partielle ne prend pas en compte certaines installations, • la vérification de l'installation électrique a été effectuée aux endroits d'accès et de visibilité possible sans démontage, • l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Dans le rapport faisant suite à la visite d'inspection du 6 juillet 2023, l'inspection demandait à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de communiquer une attestation de levée de toutes les réserves portant sur la vérification des installations électriques et la conformité à la réglementation ATEX.

En séance, l'exploitant a communiqué un document de suivi justifiant du remplacement du disjoncteur différentiel faisant l'objet de l'observation n°19 référencée dans le document Q18. La prochaine vérification des installations électriques est planifiée en avril 2024.

L'exploitant a indiqué que les préconisations du rapport de vérification de la mise en œuvre de la réglementation ATEX ont été partiellement appliquées. L'inspection des installations classées a proposé de visiter ces installations in situ.

La visite confirme la présence d'un bloc autonome d'éclairage de sécurité (BAES) au niveau de la chaufferie faisant l'objet d'une non-conformité au sein du rapport (voir Annexe 1 > photo n°9). Néanmoins, cette non-conformité **ne semble pas pertinente** parce qu'il a été constaté au cours de la visite que cet équipement **se situe hors de la zone 2 de 50 cm autour des brides**.

Les observations, préconisations de marquage, signalisation, panneautage EX et matérialisation des emplacements de charges **sont partiellement mises en place** (voir Annexe 1 > photo n°5). Par exemple, la zone ATEX située 10 cm au dessus des batteries du groupe de sprinklage ne dispose pas du marquage EX (voir Annexe 1 > photo n°6).

L'exploitant a exprimé des difficultés de mise en œuvre liées au fait que **des recommandations ne sont pas explicites**.

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que la centrale de détection de gaz (CH4) de la chaufferie est hors service (voir Annexe 1 > photos n°7 et 8). En séance, l'exploitant a signalé le défaut au service compétent.

→ L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant :

- les limites d'intervention du rapport de vérification des installations électriques ne garantissent pas le caractère complet du contrôle des installations électriques. L'exploitant doit analyser les limites d'intervention et de lever celles qui ne sont pas pertinentes avant la réalisation du prochain contrôle des installations électriques planifié en avril 2024,
- le plan des zones à risque d'explosion, le DRPCE et la déclaration de conformité des installations électriques dans ces zones doivent être communiqués à l'organisme en charge de la vérifications des installations électriques,
- l'exploitant doit solliciter des explications complémentaires auprès de l'organisme en charge de la vérification de la mise en oeuvre de la réglementation ATEX et établir un planning de mise en conformité,
- la centrale de détection de gaz de la chaufferie est hors service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour :

- analyser le caractère pertinent des limites d'intervention relevées dans le rapport de vérification des installations électriques et d'autre part lever l'ensemble de ces limites d'intervention avant la réalisation du prochain contrôle planifié en avril 2024,
- communiquer le plan des zones à risque d'explosion, le DRPCE et la déclaration de conformité

des installations électriques dans ces zones à l'organisme en charge de la vérifications des installations électriques avant la réalisation du prochain contrôle planifié en avril 2024,
- solliciter des explications complémentaires auprès de l'organisme en charge de la vérification de la mise en oeuvre de la réglementation ATEX et établir un planning de mise en conformité. Ces éléments, accompagnés de l'adéquation du matériel électrique dans ces zones ATEX (en cas de présence de ce type de matériel dans ces zones), sont à transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois,
- remettre en service la centrale de détection de gaz de la chaufferie sous un délai d'un mois.
Dans l'hypothèse où les actions correctives n'ont pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure sera proposée à l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas

échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

L'exploitant a communiqué et présenté en séance :

- le compte-rendu de vérification du système d'extinction du 1er septembre 2023 justifiant d'aucune non-conformité et de quelques observations,
- un message justifiant de la planification d'un exercice de lutte incendie en collaboration avec le SDIS 27 le 27 mars 2024 (voir Annexe 1 > photo n°1),
- la feuille de travaux AAI du 9 août 2023 justifiant du réglage de la pression des pressostats des poteaux incendie à une pression inférieure à 6 bars,
- une photo justifiant du fait que les vannes d'ouverture des rideaux d'eau sont désormais accessibles,
- un rapport de visite hebdomadaire détaillé du système de sprinklage,
- une photo justifiant du fait que les poteaux incendie ne sont plus dissimulés par la végétation,
- une photo justifiant de la disponibilité des clefs (polycoise, rideau d'eau et poteau incendie) permettant notamment l'ouverture des rideaux d'eau en l'attente des services d'incendie et de secours.

Au cours de la visite des installations, l'inspection des installations classées a constaté :

- le RIA n°20 de la cellule n°2 est bloqué (voir Annexe 1 > photos n°13 et 14). Il s'agit d'une non-conformité signalée au cours de la précédente visite d'inspection,
- la vanne du RIA n°5 de la cellule 1 est bloquée en position ouverte (voir Annexe 1 > photos n°11 et 12). Il s'agit d'une observation ,
- les vannes d'ouverture des rideaux d'eau sont désormais accessibles (voir Annexe 1 > photos n°17 et 18),
- un classeur permet de consulter les rapports de visite hebdomadaire détaillé du système de sprinklage (voir Annexe 1 > photo n°10),
- les poteaux incendie ne sont pas dissimulés par la végétation (voir Annexe 1 > photos n°15 et 16).

L'exploitant a présenté en séance un message justifiant de la commande en réponse à l'offre AAI n°10047616-A portant sur :

- la protection par sprinkleur des SAS des sanitaires HF en cellule n° 2 & zone transit,
- le déplacement du RIA n° 20 de la cellule 2,
- le déplacement du RIA n° 19 de la cellule 1.

<p>-> L'inspection des installations classées prend acte que la situation est pour partie régularisée et de la planification de l'organisation d'un exercice de lutte incendie et du déplacement des RIA bloqués. La prescription ayant été respectée ou planifiée, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de lever le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 :</p> <p><i>"- identifier les robinets incendie armés (RIA) bloqués et les libérer,</i> <i>- identifier les RIA partiellement bloqués et vérifier que chaque point des cellules de stockage concernées est accessible par deux jets de lance,</i> <i>- lever la non-conformité et les observations portant sur le système de sprinklage,</i> <i>- tracer les opérations de vérification hebdomadaire portant sur le système de sprinklage afin d'autoriser un suivi dans le temps,</i> <i>- définir et appliquer les actions correctives visant à protéger les pompiers et leurs moyens d'une pression supérieure à 6 bars au niveau des poteaux incendie,</i> <i>- disposer de la clef permettant d'ouvrir les rideaux d'eau,</i> <i>- rendre accessibles les vannes permettant d'ouvrir les rideaux d'eau,</i> <i>- organiser un exercice de lutte incendie, tester l'organisation et entraîner le personnel".</i></p> <p>→ L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant la nécessité de donner suite aux actions correctives planifiées à savoir l'organisation d'un exercice de lutte incendie et la levée des non-conformités affectant les RIA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Demande n°3 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tester les connaissances et l'organisation au cours de l'exercice de lutte incendie planifié avec le SDIS <u>le 27 mars 2024</u>, - donner suite aux travaux identifiés par l'offre AAI n°10047616-A <u>sous 1 mois maximum</u>. <p>Les justificatifs sont à transmettre à l'inspection sous un délai de un mois. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 6 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

Constats :

L'exploitant a communiqué la version 2 avril 2023 du plan de défense incendie et présenté en séance la version 5 du 26 mai 2023. L'inspection des installations classées a constaté la présence des éléments manquants identifiés au cours de la visite d'inspection du 6 juillet 2023, notamment les suivants :

- l'emplacement des vannes d'ouverture et de la clef associée aux rideaux d'eau,
- l'identification des locaux à risques et l'emplacement des dispositifs manuels de coupure de

<p>l'alimentation en gaz,</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement des boîtiers d'arrêt d'urgence implantés à l'extérieur des locaux et permettant la coupure électrique, - les consignes portant sur la vanne de coupure en cas d'incendie. <p>L'exploitant et l'inspection des installations classées ont analysé par sondage et en séance la conformité du plan de défense incendie à l'article II > 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>L'exploitant a justifié de la formation de l'équipe de première intervention par la cellule de formation mobile du CNPP en date du 10 juillet 2023 et de la composition des équipes salarié sauveteur secouriste du travail (SST), guide file et serre file.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le plan de défense incendie est en cours de mise à jour afin notamment d'intégrer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant a présenté en séance un message justifiant de l'acceptation de la proposition APAVE portant sur les prélèvements environnementaux (voir Annexe 1 > photos n°3 et 4).</p> <p>-> L'inspection des installations classées prend acte que la situation est régularisée. La prescription ayant été respectée, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de lever le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : <i>"analyser la conformité du plan de défense incendie à l'article II > 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'améliorer et le transmettre aux services d'incendie et de secours"</i>.</p> <p>Le contrôle des actions correctives planifiées (contractualisation des prélèvements environnementaux) sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 7 : Mesures de réduction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire au maximum les impacts du projet sur la faune, la flore et les milieux naturels, le</p>

maître d'ouvrage et aménageur et l'ensemble des prestataires engagés dans la réalisation de l'aménagement mettent en œuvre les mesures de réduction suivantes :

Mesure de réduction n°3 : Procédures particulières relatives au traitement des espèces exotiques envahissantes

Objectif de la mesure : éviter la dissémination d'espèces exotiques envahissantes qui engendreraient la dégradation des milieux naturels adjacents

Résumé de la mesure : suppression des stations existantes, nettoyage des engins de chantier, utilisation de remblais exempts d'espèces exotiques envahissantes, végétalisation préventive, gestion adaptée des espaces verts...

Évaluation de la mesure : cahier des clauses environnementales, plan d'assurance qualité environnementale, registre de consignation des actions par l'ingénieur écologue, suivi faune et flore.

Référentiel : mesure MR2 du dossier de demande de dérogation, page 51.

Mesure de réduction n°4 : Limitation de la pollution lumineuse

Objectif de la mesure : limiter le risque de dérangement de la faune nocturne par pollution lumineuse, en phases chantier et exploitation.

Résumé de la mesure : mise en place d'un plan lumière permettant un éclairage raisonné, notamment par des éclairages directionnels, à la tonalité et à la puissance adaptées, limité aux stricts besoins et par l'utilisation d'ampoules à longueurs d'ondes peu attractives pour la faune.

Évaluation de la mesure : registre de consignation des actions par l'ingénieur écologue, suivi faunistique.

Référentiel : mesure MR3 du dossier de demande de dérogation, page 52.

Constats :

L'exploitant informe et justifie du fait que la surveillance des espèces exotiques envahissantes (EEE) est intégrée à la mission de suivi de l'écologue dont le contrat est en cours de régularisation par l'exploitant. L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les documents préalablement transmis à la tenue du comité de suivi du 6 mars 2024 ainsi que le planning prévisionnel visant notamment à évaluer la présence des EEE et mettre en place, au besoin, des mesures correctives visant à éviter leur dissémination qui engendreraient la dégradation des milieux naturels adjacents. L'évaluation de la présence des EEE a débuté en octobre 2023 et se terminera en septembre 2024. Le bilan et les éventuelles mesures correctives **seront disponibles à compter d'octobre 2024**. Les EEE seront donc localisées au fil des visites de terrain et feront l'objet d'une cartographie et de préconisations quant à leur gestion. A ce jour, le Sénéçon du Cap a été observé de manière très localisée. L'inspection des installations classées ne dispose pas du compte-rendu du comité de suivi du 6 mars 2024 dont la rédaction est en cours.

-> L'inspection des installations classées prend acte des travaux réalisés, en cours, du nouveau calendrier prévisionnel qui et de la tenue d'un comité de suivi dont la rédaction du compte-rendu est en cours. L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de maintenir le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : *"sous 6 mois maximum, évaluer la présence d'espèces exotiques envahissantes et mettre en place, au besoin, des mesures correctives visant à éviter leur dissémination qui engendreraient la dégradation des milieux naturels adjacents"*.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7mois

N° 8 : Mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire au maximum les impacts des travaux sur la faune, la flore et les milieux naturels, le maître d'ouvrage et aménageur et l'ensemble des prestataires engagés dans la réalisation de l'aménagement mettent en œuvre la mesure de compensation suivante :</p> <p>Mesure de compensation n°1 : Création d'une mare destinée aux amphibiens</p> <p>Objectif de la mesure : compenser la destruction d'habitats d'espèces induite par le projet en créant un nouvel habitat pour les amphibiens présents sur le site.</p> <p>Résumé de la mesure : Afin de créer un nouvel habitat pour les amphibiens présents sur le site, et pour compenser la destruction des dépressions humides et des fossés de fouilles archéologiques, la mesure prévoit la création d'une mare à l'est du site, à l'arrière du bâtiment, à proximité d'une mare existante au sein de la ZAC Ecoparc 4, permettant les échanges entre les deux mares. Elle est intégrée au corridor écologique créé (voir MAC2).</p> <p>Principes : Créer une surface dédiée à l'accueil et à la reproduction des amphibiens avec une profondeur en eau toute l'année pour permettre l'accueil des tritons.</p> <p>Modalités de réalisation : La mare, d'une surface d'au moins 100 m² et d'une profondeur maximale d'1,50 m, est aménagée avec les berges en pente douce, selon les schémas de principe présentés ci-dessous, qui pourront évoluer selon la nature des sols. L'aménagement des espaces verts de la zone et des berges est réalisé par un paysagiste. La mare est créée avant le démarrage des travaux, en dehors de la période de reproduction des amphibiens, à l'automne.</p> <p>Évaluation de la mesure : registre de consignation des actions par l'ingénieur écologue, suivi spécifique.</p> <p>Référentiel : mesure MC1 du dossier de demande de dérogation, page 58.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les documents préalablement transmis à la tenue du comité de suivi du 6 mars 2024 ainsi que le planning prévisionnel du suivi faune flore.</p> <p>Les réponses de l'exploitant à la visite d'inspection DREAL du 6 juillet 2023 sont les suivantes :</p> <p>"- <i>Synoptique de fonctionnement avec photo transmis à l'issue de l'intervention / L'évaluation de</i></p>

la fonctionnalité de la mare est intégrée à la mission de suivi de l'écologue (cf. Article 10.7 Mesures de suivi de l'AP du 28-07-2020) dont le contrat est en cours de régularisation par l'exploitant,

- La mare est alimentée par les eaux de toiture (cf. page 54 du dossier de dérogation) via la cuve Kipoplue avec un flotteur. Un réglage de l'installation a été effectué en décembre 2023 afin d'augmenter le volume d'eau présent ,

- Selon la prescription de l'arrêté préfectoral du 28/07/2020 – Page 59, la profondeur maximale de la mare doit être de 1,50 m

- La profondeur de la mare réalisée est validée par le rapport de l'écologue (ci-joint) suivant les cotes précisées sur le plan de recollement de la mare ci-joint,

- Le schéma du dossier de demande de dérogation prévoyait des pentes abruptes sur $\frac{3}{4}$ mare et pentes douces sur le versant nord

- L'extrait ci-dessous du plan de recollement de la mare montre que les pentes prévues ont été respectées en exécution :

- Une photo de la mare prise en perspective permet de visualiser le sable et les cailloux en fond de bêche. Les plantations d'hélophytes en haut des berges ont été constatées par l'écologue (cf. photo n°4 de son rapport) : la reprise n'a pas été favorable. La plantation de nouvelles hélophytes a été réalisée en décembre 2023. Le suivi de la végétalisation dans la mare sera réalisé lors des observations dans le cadre du contrat est en cours de régularisation par l'exploitant".

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que la mare est alimentée en eau jusqu'au flotteur (voir Annexe 1 > photos n°25 et 26). Le suivi faune-flore a débuté en octobre 2023 et se terminera en septembre 2024. Le bilan et les éventuelles mesures correctives **seront donc disponibles à compter d'octobre 2024**. L'inspection des installations classées ne dispose pas du compte-rendu du comité de suivi du 6 mars 2024 dont la rédaction est en cours.

-> L'inspection des installations classées prend acte des travaux réalisés, en cours, du nouveau calendrier prévisionnel et de la tenue d'un comité de suivi dont la rédaction du compte-rendu est en cours. L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de maintenir le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : **"- avant le 15 février 2024, décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant à assurer la fonctionnalité optimale de la mare vis-à-vis de la reproduction des amphibiens conformément aux prescriptions et de finaliser les travaux nécessaires"**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7mois

N° 9 : Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.6

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'accompagnement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Afin de réduire au maximum les impacts des travaux sur la faune, la flore et les milieux naturels, le maître d'ouvrage et aménageur et l'ensemble des prestataires engagés dans la réalisation de l'aménagement mettent en œuvre les mesures d'accompagnement suivantes :

Mesure d'accompagnement n°1 : suivi du chantier par un ingénieur écologue

Objectif de la mesure : conseiller et aider les entreprises en charge des travaux à mettre en place et respecter les mesures environnementales qui ont été définies en phase chantier

...

Référentiel : mesure MAc1 du dossier de demande de dérogation, page 53.

Mesure d'accompagnement n°2 : Création de noues paysagères

Objectif de la mesure : Améliorer la fonctionnalité des espaces verts au profit de la biodiversité

Résumé de la mesure : Cette mesure répond à la nécessité d'aménager des habitats favorables aux amphibiens et de garantir la pérennité de ces habitats ainsi que leur gestion. De plus, les noues permettent de collecter les eaux pluviales de toiture afin de gérer les eaux pluviales à la source.

Référentiel : mesure MAc2 du dossier de demande de dérogation, page 54.

Description de la mesure : La création des noues paysagères s'accompagne des éléments suivants :

- plantation d'une haie d'au moins 1,50 m de large en limite de voie publique,
- plantation d'arbres de haute tige en limites Nord et Est du terrain, pour masquer la partie basse du bâtiment et limiter la visibilité depuis l'A13,
- création d'un merlon planté sur environ 200 mètres linéaires sur la partie Nord-est du terrain pour masquer la zone du parc conteneur,
- plantation d'une haie brise-vent, composée d'une rangée d'arbres de haute tige doublée d'une rangée d'arbustes en limites Sud et Est du terrain,
- plantation d'une haie périphérique sur trois côtés de l'espace de stockage extérieur,
- engazonnements par pelouse rustique au droit des bureaux et du local gardien, tondus 8 fois par an,
- implantation d'une prairie fleurie fauchée deux fois par an, en gestion différenciée pour maintenir à long terme la prairie fleurie et favoriser l'expression de la biodiversité, et plus particulièrement les insectes et oiseaux.

Les espaces verts aménagés représentent environ 20 % de la surface de la parcelle, soit environ 49 330 m² et environ 494 arbres. Les espèces plantées ont le label « Végétal local ». L'aménagement végétal doit tenir compte des essences locales spontanées. Les variétés utilisées sont le plus proche possible des espèces locales à l'état sauvage pour les haies, les boisements et la prairie fleurie.

Cet aménagement paysager est décrit dans le chapitre 9.4.2 de l'étude d'impact (p.99 à 105). Il est réalisé selon le schéma de principe présenté p. 133 de l'étude d'impact.

Mesure d'accompagnement n°2bis : Création d'un corridor écologique

Description de la mesure : Il sera mis en place un corridor écologique de plus de 500 m le long de la noue, depuis la mare pour amphibiens jusqu'à la limite sud du terrain vers le bois d'Ingremares :

- Un espace de prairie de fauche sera créé entre la noue et le rideau d'arbres prévu, une haie

arbustive favorable à la biodiversité sera implantée le long du rideau d'arbres

- Dans la prairie seront disséminés des micro-habitats type tas de branchages et pierriers. L'ensemble des milieux (noue 2 400 m² + prairie + micro-habitats + haie arbustive) contribuera à la fonctionnalité du corridor en créant une mosaïque de milieux et représente une surface de l'ordre de 7 600 m².

- Ces aménagements seront complétés par des clôtures perméables en limite sud du terrain permettant le passage de la petite faune terrestre depuis le Bois d'Ingremare vers ce corridor et ce jusqu'à la mare nouvellement créée.

Mesure d'accompagne

Constats :

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les documents préalablement transmis à la tenue du comité de suivi du 6 mars 2024 ainsi que le planning prévisionnel du suivi faune flore.

Les réponses de l'exploitant à la visite d'inspection DREAL du 6 juillet 2023 sont les suivantes :

"- remplacement effectué en décembre 2023/janvier 2024 à l'exception des arbres dans la zone d'extension dégradée par les chèvres,

- les haies ont bien été doublées (cf. plan DOE espaces verts ci-joint et rapport de suivi de l'écologue), les plantations ont été abimées lors de l'entretien par écopâturage de chèvres. Le prestataire espaces verts veillera à la préservation des arbustes mis en œuvre, si nécessité les sujets morts seront remplacés,

- la noue a fait l'objet d'un busage sur une longueur d'environ cent mètres pour des raisons de sécurité car elle atteint jusqu'à 8 m de profondeur sur ce tronçon en contrebas de la route d'Ingremare. De plus, elle a été prolongée et son tracé légèrement modifié par rapport à ce qui était prévu à l'origine pour contourner la pente vers le bois d'Ingremare (cf. plans de recollement ci-joint). Le busage ne remet pas en cause la fonctionnalité de la noue ce qui a été confirmé par l'écologue,

- la mare est alimentée par les eaux de toiture (cf. page 54 du dossier de dérogation) via la cuve Kipoplue avec un flotteur. Un réglage de l'installation a été réalisé en décembre 2023 afin d'augmenter le volume d'eau présent (cf. ci-avant)

- une haie a été plantée sur les trois côtés des espaces de stockage extérieur en décembre en même temps que le remplacement des arbres morts,

- la présence des habitats a été constatée par l'écologue lors de sa visite de recollement. Lors de la visite du 29-08 ils étaient en grande partie recouverts par la végétation, ils ont depuis été dégagés grâce à l'entretien espaces verts réalisé par l'exploitant (photos du 28-11-2023)".

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'arbres, de haies arbustives, de micro-habitats, d'une mare et d'une noue paysagère alimentées en eau, et d'une buse donnant sur la noue constituant un corridor écologique (voir Annexe 1 > photos n°19 à 30). Le suivi faune-flore a débuté en octobre 2023 et se terminera en septembre 2024. Le bilan et les éventuelles mesures correctives **seront donc disponibles à compter d'octobre 2024**. L'inspection des installations classées ne dispose pas du compte-rendu du comité de suivi du 6 mars 2024 dont la rédaction est en cours.

-> L'inspection des installations classées prend acte des travaux réalisés, en cours, du nouveau calendrier prévisionnel et de la tenue d'un comité de suivi dont la rédaction du compte-rendu est en cours. L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de maintenir le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : *"- avant le 15*

février 2024, décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant à assurer la fonction de corridor écologique, ce jusqu'à la forêt (remplacement des arbres morts, plantation des haies, installation des micros habitats, prolongement de la noue...)".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7mois

N° 10 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.7

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de suivi

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Afin de garantir l'efficacité des mesures et leur pérennité, le maître d'ouvrage et aménageur met en œuvre le suivi des divers espaces aménagés, restaurés ou créés :

Mesure de suivi : Suivi de la faune et de la flore au sein de l'ensemble du périmètre de la parcelle cadastrale ZD 138

Objectif de la mesure : suivre l'évolution des populations faunistiques et floristiques locales et assurer une veille sur les espèces exotiques envahissantes.

Résumé de la mesure : afin de vérifier la pertinence des mesures environnementales et leur pérennité, un suivi de la faune et de la flore sera réalisé aux années n+1, n+3, n+5, n+10, n+15 (n correspondant à l'année de fin de chantier). Les groupes biologiques suivis seront les suivants :

- amphibiens,
- reptiles,
- oiseaux,
- chiroptères.

Des suivis spécifiques seront également menés sur les espaces créés :

- suivi de la mare et de ses fonctionnalités et des échanges avec la mare au sein de la ZAC Ecoparc 4,
- suivi des plantations et des noues paysagères,
- surveillance des espèces floristiques exotiques envahissantes.

Ces suivis concerneront l'ensemble de la parcelle ZD 138 de 24,6 ha. Ils permettront d'évaluer les effets réels du projet sur les communautés biologiques locales et d'évaluer l'effet de la gestion sur la fonctionnalité. Les résultats orienteront les modalités de gestion. Les suivis pourront être

mutualisés avec d'autres suivis de la ZAC Ecoparc 3.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les documents préalablement transmis à la tenue du comité de suivi du 6 mars 2024 ainsi que le planning prévisionnel du suivi faune flore. Le suivi faune-flore a débuté en octobre 2023 et se terminera en septembre 2024. Le bilan et les éventuelles mesures correctives seront disponibles à compter d'octobre 2024. L'inspection des installations classées ne dispose pas du compte-rendu du comité de suivi du 6 mars 2024 dont la rédaction est en cours.</p> <p>-> L'inspection des installations classées prend acte des travaux réalisés, en cours, du nouveau calendrier prévisionnel et de la tenue d'un comité de suivi dont la rédaction du compte-rendu est en cours. L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de maintenir le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : <i>"- sous 6 mois maximum, établir les comptes-rendus annuels ou pluriannuels du suivi des mesures ressortant de l'arrêté dérogatoire sous 6 mois maximum"</i>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7mois

N° 11 : Documents de suivis et de bilans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.11
Thème(s) : Risques chroniques, Documents de suivis et de bilans
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux fins de suivis et d'évaluations, le maître d'ouvrage établira des comptes rendus annuels ou pluri-annuels du suivi des mesures ressortant du présent arrêté dérogatoire.</p> <p>Le contenu des comptes rendus permettra d'évaluer la mise en œuvre des diverses mesures édictées, d'évaluer leur efficacité et proposer, si besoin, des améliorations ou compléments.</p> <p>Les comptes rendus et bilans de suivis seront adressés, pour le 30 novembre de chaque année au plus tard, sur support numérique à la DREAL, service ressources naturelles.</p> <p>En plus du dépôt obligatoire sur la plateforme nationale Depobio, les données brutes de biodiversité de chaque suivi seront communiquées également directement à l'OBN dans un format numérique permettant leur intégration dans les bases de données régionales ODIN. Une</p>

copie de chaque fichier sera transmise à la DREAL, service ressources naturelles. Ce double dépôt perdurera en l'absence d'interface entre ces différentes bases de données.

La numérisation des parcelles, support des mesures compensatoires, sera également fournie sous format SHAPE (Lambert 93), la localisation des différentes mesures compensatoires avant le 31 décembre 2020, puis une autre fois à la fin de réalisation de l'ensemble des mesures.

Constats :

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les documents préalablement transmis à la tenue du comité de suivi du 6 mars 2024 ainsi que le planning prévisionnel du suivi faune flore. Le suivi a débuté en octobre 2023 et se terminera en septembre 2024. Le bilan et les éventuelles mesures correctives **seront disponibles à compter d'octobre 2024**. L'inspection des installations classées **ne dispose pas du compte-rendu du comité de suivi du 6 mars 2024** dont la rédaction est en cours.

Les réponses de l'exploitant à l'inspection DREAL du 6 juillet 2023 sont les suivantes : *"Plan Shape mis à jour par l'écologue transmis à l'exploitant le 27/02/2024"*.

-> L'inspection des installations classées prend acte des travaux réalisés, en cours, du nouveau calendrier prévisionnel et de la tenue d'un comité de suivi dont la rédaction du compte-rendu est en cours. L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de maintenir le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : *"- sous 6 mois maximum, établir les comptes-rendus annuels ou pluriannuels du suivi des mesures ressortant de l'arrêté dérogatoire"*.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7mois

N° 12 : Comité de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.12

Thème(s) : Risques chroniques, Comité de suivi

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Pour assurer le suivi et l'évaluation des mesures définies au présent arrêté, le maître d'ouvrage instituera un comité de suivi spécifique dit « comité de suivi espèces protégées ».

<p>Ce comité de suivi pourra être intégré à d'autres comités de suivi existants ou à créer.</p> <p>Dans le trimestre suivant la notification du présent arrêté, le maître d'ouvrage en définira la composition et les modalités de fonctionnement qui devront être validées par la DREAL, service ressources naturelles.</p> <p>Ce comité, constitué de l'exploitant du site, d'experts et d'acteurs du territoire concerné, examinera, entre autres, les documents prévus à l'article précédent. Les documents de séance seront transmis aux membres du comité de suivi au moins quinze jours avant chaque réunion.</p> <p>Ce comité évaluera la mise en œuvre des mesures de réduction, d'accompagnement, de compensation et de suivi et en particulier leur pertinence et leur état d'avancement au regard des obligations du bénéficiaire de la dérogation. Au vu des états établis et présentés par le maître d'ouvrage, il pourra proposer à l'administration des inflexions sur les mesures édictées sans modifier l'économie générale du présent arrêté.</p> <p>Considérant la dynamique et l'état de restauration des milieux, des habitats, des espèces et des populations, il pourra proposer à l'administration la fin des mesures spécifiques de suivis et l'intégration aux plans de gestions ordinaires des mesures et de leurs suivis.</p> <p>La périodicité des réunions sera au moins annuelle jusqu'à achèvement des aménagements. En phase d'exploitation, la périodicité pourra être pluri-annuelle sur proposition du comité de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un comité de suivi espèces protégées s'est tenue le 6 mars 2024.</p> <p>-> L'inspection des installations classées prend acte que la situation est régularisée. La prescription ayant été respectée, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de lever le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 septembre 2023 : <i>"sous 6 mois maximum, instituer un comité de suivi spécifique dit « comité de suivi espèces protégées »"</i>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>